

VITALIS CROS

DÉPARTEMENT DE L'AUDE **1re CIRCONSCRIPTION**

Elections Législatives du 4 Mars 1973

Pour construire

UNE SOCIÉTÉ NEUVE SOCIALISTE ET LIBÉRALE

avec la nouvelle majorité

un Programme en 13 points



Raymond CHESA

IL EST NÉCESSAIRE :

1. - DE PRESERVER LA STABILITE POLITIQUE DE LA FRANCE

Nous sommes pour l'élection du Président de la République au suffrage universel, pour la Constitution approuvée en 1958 et 1962 par le peuple Français. Mais il est nécessaire d'AFFIRMER LE ROLE DU PARLEMENT, essentiel pour la vie républicaine, et de le faire connaître.

2. - DE PRESERVER LA DEMOCRATIE COMMUNALE TOUT EN DONNANT AUX COMMUNES LA POSSIBILITE DE S'EQUIPER

Pour cela, il est notamment indispensable :

— d'inciter les communes à s'UNIR EN SYNDICATS qui laissent la liberté mais fournissent les moyens de s'épanouir ;

— de RÉPARTIR UNE PART DES FRUITS DE L'EXPANSION aux communes, notamment PAR LE MOYEN DE SUBVENTIONS. En effet, la subvention est une redistribution du revenu national destinée à aider tous ceux qui ne bénéficient pas encore des bienfaits de la prospérité ou à leur permettre d'en créer les moyens ;

— de RÉFORMER LES FINANCES LOCALES.

3. - DE SAUVEGARDER LA LIBERTE DE LA PRESSE

L'existence d'une presse écrite, capable d'exprimer toutes les tendances fondamentales de l'opinion, est une des bases de la démocratie telle que nous la concevons. Si la presse quotidienne ne peut plus se développer à cause d'un manque de recettes (publicité radio-télévisée) ou de difficultés économiques, l'Etat doit intervenir par une aide appropriée.

4. - DE CONSTITUER D'URGENCE UNE COMMUNAUTE MONETAIRE EUROPEENNE,

sans attendre l'étape de la construction politique, afin de repousser l'invasion des euro-dollars, de stopper les tentatives de la colonisation industrielle et commerciale, de sauvegarder notre indépendance économique.

5. - DE FONDER UNE COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'EDUCATION ET DE LA SCIENCE

Une mise en commun des cerveaux, des crédits et des objectifs ferait de l'homme le bénéficiaire de la croissance économique du Marché Commun. A côté de l'Europe des marchands, il faut qu'il y ait l'Europe de l'Esprit.

D'AVANCER VERS L'EUROPE POLITIQUE, SOCIALE ET INDÉPENDANTE. Cette marche en avant passe d'abord par l'unification des peuples au niveau de la vie quotidienne (équivalence des diplômes et des documents personnels : cartes d'identité, permis de conduire, et des législations sociales, etc...).

6. - DE RESPECTER EN MATIERE DE POLITIQUE ETRANGERE, LES TRADITIONS D'INDEPENDANCE, DE PAIX, ET DE LIBERTE DE LA FRANCE REPUBLICAINE, DEPUIS LA REVOLUTION FRANÇAISE JUSQU'AU GENERAL DE GAULLE :

lutte contre l'hégémonie des blocs, affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, coopération, qui est un devoir moral, et au-dessus de tout, volonté de PRÉSERVER L'INDÉPENDANCE ET LA PROSPERITÉ DE LA FRANCE.

7. - DE FAIRE PARTICIPER CHAQUE FRANÇAIS A CETTE PROSPERITE GENERALE, ET, POUR CELA, DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU MODELE DE SOCIETE PAR UNE POLITIQUE RESOLUMENT REFORMATRICE

Le développement économique contribue à exclure des catégories de la population : ouvriers, petits paysans, petits commerçants. Il faut compenser ces injustices, réduire les inégalités en socialisant l'expansion, c'est-à-dire en donnant à tous une part des résultats de cette expansion. Cet objectif sera atteint par *la loi du parlement,* LA LOI REFERENDAIRE OU PAR LA LOI CONTRACTUELLE (CONCERTATION ET PARTICIPATION).

8. - D'ACCELERER LA REFORME DE LA FISCALITE

Il est vrai que l'impôt français souffre de diverses disparités, mais il est absurde de les imputer à une volonté systématique des pouvoirs publics de favoriser les gros et les riches au détriment des petits et des pauvres. Les injustices et inégalités que l'on constate résultent de la prolifération des règlements partiels. Réformer la fiscalité, cela veut dire :

— exiger l'IMPOT parmi les *grandes sociétés* de celles qui, malgré une grosse activité, s'arrangent pour ne pas déclarer de bénéfice, pénalisant aussi bien la collectivité que leurs actionnaires ;

— IMPOSER LES PLUS-VALUES, énormes, constatées en cas de cession de contrôle des sociétés et dans certaines procédures immobilières scandaleuses ;

— simplifier et RENDRE ÉQUITABLE LA FISCALITÉ DES COMMERÇANTS ET DES ARTISANS, DES RETRAITÉS, etc...

— de réexaminer de fond en comble le PROBLÈME DE LA T.V.A. sur les COLLECTIVITÉS LOCALES (par exemple remboursement) ;

— LUTTER CONTRE L'EVASION FISCALE.

9. - D'AUGMENTER ENCORE LES PRESTATIONS FAMILIALES

Le développement harmonieux et continu de la population peut seul permettre de maintenir à haut niveau le rythme de l'expansion économique. En outre, il s'agit là d'un devoir de solidarité nationale. Cette solidarité doit se manifester aussi par la promotion de la femme et une politique familiale réaliste (emplois publics pour les femmes, généralisation du mi-temps, information familiale, aide aux handicapés, crèches).

10. - DE REVISER ET D'AMELIORER LA POLITIQUE SUIVIE EN MATIERE D'EQUIPEMENTS COLLECTIFS

car ils sont, dans notre époque industrielle, les moyens privilégiés donnés aux hommes d'exercer leurs libertés.
DE MAITRISER LES PROBLÈMES POSÉS PAR LE DÉVELOPPEMENT DES VILLES ET LA SPÉCULATION. L'impôt foncier n'est pas le remède miracle que certains annoncent.

DE PRATIQUER UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE QUI NE SOIT PLUS SEULEMENT PRÉOCCUPÉE D'URBANISATION ET D'INDUSTRIALISATION PRIVILÉGIÉES. On a trop souvent oublié, plus particulièrement dans notre région, l'aménagement rural. La région parisienne et les grandes villes ne sont pas toute la France. Afin de ne pas laisser la place aux erreurs et aux rêveries technocratiques et pour faire vivre ce pays, il nous faut une POLITIQUE FINANCIÈRE VOLONTARISTE, capable de mettre un terme à l'exode rural, par le plein emploi des ressources agricoles et l'industrialisation chaque fois qu'elle est nécessaire : dans ce domaine, il faut vouloir avec acharnement.

11. - D'ASSURER DANS LE CADRE DES MESURES RECENTES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT ET PAR UNE ADAPTATION D'UN STATUT VITICOLE DECADENT, UN REVENU DECENT POUR LES VITICULTEURS

La répartition territoriale des excédents, le financement des équipements, l'élaboration centralisée du maintien des prix, l'étude concertée des problèmes de réencépagement, la défense de la qualité sont des ÉLÉMENTS D'UNE POLITIQUE RÉALISTE CAPABLE DE SAUVER LA VITICULTURE. Mais pour pouvoir réaliser tout cela il faut AFFRONTER IMMÉDIATEMENT ET RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DRAMATIQUES posés par les dernières récoltes, parmi lesquels l'aide aux sinistrés est le plus important. La solution a été amorcée et doit être poursuivie par la modification de la loi sur les calamités agricoles de 1964.

12. - D'APPLIQUER LOYALEMENT, EN MATIERE D'EDUCATION NATIONALE, LA LOI D'ORIENTATION, DE METTRE EN PLACE LA GRATUITE TOTALE DE L'ENSEIGNEMENT

dans les collèges de l'enseignement secondaire, de n'oublier à aucun moment qu'un ENSEIGNEMENT VIVANT, OUVERT SUR LE MONDE CONTEMPORAIN et donnant à chacun UNE RÉELLE ÉGALITÉ DE CHANCES n'est possible que dans la tolérance et la paix retrouvée.
D'intensifier la politique en faveur de la Jeunesse et des Sports.

13. - DE NE PAS FAIRE DE LA SOLIDARITE NATIONALE UN VAIN MOT

L'insertion des jeunes dans la vie active, l'éducation et la formation permanente, le soutien à toutes les victimes de l'expansion (ouvriers, artisans, commerçants, etc...), l'aide aux personnes âgées, le réconfort moral et financier dû à tous ceux que les soubresauts de l'histoire ont meurtris (anciens combattants, rapatriés) devront être les PRÉOCCUPATIONS DOMINANTES DE LA NOUVELLE ASSEMBLÉE.

C'EST CELA LE SOCIALISME LIBÉRAL.

**Cette œuvre est nécessaire,
c'est pour l'entreprendre que nous nous engageons
ainsi vivront, dans la prospérité et le bonheur,
L'AUDE, LA RÉPUBLIQUE ET LA FRANCE**

VU : Les Candidats.

Vitalis CROS

*Préfet, maire de Villeneuve-Minervois,
Officier de la Légion d'Honneur,
candidat non inscrit - Socialiste Libéral
membre du nouveau contrat social d'Edgar Faure.*

Raymond CHÉSA

*Professeur de Lycée Agricole,
U.R.P.,
membre du nouveau contrat social d'Edgar Faure.*

Gabelle - Carcassonne